



Andry Rajoelina, leader de la révolution orange n'a jamais fait un coup d'état

Bon, les militaires du Niger viennent de nous démontrer ce qu'est un authentique, un vrai, un réel coup d'état. La raison ? Celle que Ratsiraka et Ravalomanana ont pratiqué lorsqu'ils étaient présidents de la république : toiler la constitution à leur avantage, à travers des simulacres de référendums constitutionnels, pour tenter de demeurer le plus longtemps possible au pouvoir. Si Marc Ravalomanana était resté au pouvoir ; s'il n'avait pas démissionné le 17 mars 2009, en transférant ses pouvoirs à un directoire militaire incorruptible (heureusement !) -qui l'a remis au leader de la révolution orange, Andry Raelina-, il est sûr et certain que ce qui s'est passé au Niger aurait eu lieu à Madagascar, tôt ou tard : un vrai coup d'état militaire dans toute sa splendeur. Car après le sommet de l'UA, prévu en juillet 2009 à Antananarivo, Marc Ravalomanana n'aurait pas hésité, de la même manière, à prolonger à vie son dernier mandat, comme prévu dans la Constitution malgache. Pourquoi cela a-t-il capoté ? Parce que Dieu existe.



Niels Marquardt, l'avocat du diable, qui espérait tant de Ravalomanana, croyant que la lutte populaire serait facile à abattre, que sa campagne de désinformation allait passer comme lettre à la poste : ***Nobody get a good future on lies, Mister !***

Que l'ambassadeur américain Niels Marquardt (qui a aussi acquis des terrains dans la Grande île, grâce aux promesses de Ravalomanana et à lui de prouver le contraire, j'ai un témoin au moins) se lève et jure sur la Bible («*In God I trust*») que son maître-valet a bien été menacé par des armes, ce 17 mars 2009 au palais d'Iavoloha, et que ce n'est pas lui qui l'a fait sortir de là dans sa voiture immatriculée CD. Un proverbe malgache assure que :

«*Ny mpamosavy mandeha alina aza misy mahita*»

(même les sorties nocturnes des sorcières ont toujours des témoins). Qu'il finisse donc son mandat sans nous imposer

«*sa*»

chambre de commerce ; sans nous voler un lopin de terres et qu'il aille appliquer ses talents sous d'autres cieux.

«*Adios amigo*»

(l'espagnol est très usité à San Diego)...



Le Président nigérien Mamadou Tandja qui a forcé les frontières (constitutionnelles) du possible en prenant son peuple pour un grand canard boiteux

Que s'est-il passé exactement au Niger ? Le mandat présidentiel inscrit dans la constitution n'est valable que pour deux fois successives. C'est tout. Mais le pouvoir étant très corrompible, le président Tandja, 71 ans, à la barre du bateau nigérien (et non Nigerian, le Nigeria étant un pays anglophone) depuis 1999, a voulu faire du « *jamais deux sans trois* ». Pour contourner l'obstacle constitutionnel, il a alors organisé un référendum constitutionnel, en août 2009, pour rempiler encore et à vie. Comme dans nos contrées, la population est très mal éduquée civiquement, le

« *Ouï* »

l'a emporté. Mamadou Tandja savourait déjà sa

« *victoire* ».

Mais l'épée de la Justice, la vraie, s'est abattue sur lui sans crier gare, le 18 février 2010. A l'issue d'un conseil des ministres, M. Tandja a été appréhendé par des militaires. Trois personnes ont été tuées dans l'action.



Le Niger, un pays enclavé au milieu d'autres pays africains. Pauvre mais très riche à la fois, son peuple ne retire aucun bénéfice de ces grands projets miniers. Mais il y a tout de même une (épée de la) justice ici-bas...

Le 19 février, Mamadou Tandja lui-même déclare que le pouvoir a été pris par une junte militaire. Celle-ci déclare alors que la constitution de leur VI^e république est suspendue. Tout de suite, le sino-camerounais Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, fait la déclaration apprise par cœur, qu'il a aussi prononcé pour Madagascar : il a « *condamné la prise du pouvoir par la force*

» et a réclamé

« *un retour rapide à l'ordre constitutionnel* »

. Je ne sais pas s'il existe encore des prédécesseurs de Mamadou Tandja vivants mais le GIC, qui sera, désormais GIC-N- va-t-il encore créer des complications en les faisant venir à la table des éventuelles négociations pour une

« transition démocratique »

?

Le Président malawite Bingu, qui succède au Lybien Kadhafi à la tête de l'Union africaine, aura-t-il le temps de papoter avec Marc Ravalomanana, devant cet authentique coup d'état militaire nigérien ? De « victime », Ravalomanana risque fort, avec le temps, d'être authentifié comme un vulgaire affabulateur. Et c'est ce qui lui arrivera inévitablement, à trop vouloir en faire. Car les Africains qui en savent long sur les coups d'état, finiront par comprendre que Ravalomanana, qui n'a pas pu corrompre tous les militaires malgaches, a préféré démissionner et fuir comme un couard et non rester comme le président Tandja, jusqu'au bout de sa propre bêtise « constitutionnelle ». L'uranium c'est mieux que des promesses et un Africain ne passe pas sa vie à entendre des pleurnichards affabulateurs.



LE SCANDALE DE L'URANIUM NIGERIEN (cliquez sur la photo de gisements d'uranium au Niger)

A quelque chose malheur est bon. Le Niger est un pays aussi « pauvre » que Madagascar. A la très grande différence qu'il possède un gisement d'uranium -il en est le 3eme producteur mondial-, exploité par la France, en grande partie. S'il y a 25.000 français résidant dans la Grande île de l'océan Indien, il n'y en a

« que »

1.500 au Niger. Mais l'uranium

« compense »

largement cette différence. Dans les semaines qui vont suivre, nous allons assister à la puissance des intérêts financiers. Tout sera fait pour faciliter le

« retour à l'ordre constitutionnel »,

à travers des compromis qui seront toujours à l'avantage des exploitants. Paris espère même d'organiser

« des élections dans les prochains mois »...

Car sanctionner le Niger, c'est surtout sanctionner toutes ces entreprises très entrepreneuriales qui risquent d'être menacées, à leur tour, de nationalisation, par exemple.



Nicolas Sarkozy et Mamadou Tandja, à Niamey, en mars 2009. La France possède de grands intérêts dans ce pays plus "pauvre" que la Grande île de l'océan Indien

Et c'est sur ce point que les imbéciles pas heureux du tout, qui vénèrent Ravalomanana comme un dieu descendu sur terre, se trompent : sanctionner Madagascar équivaut aussi à sanctionner, déjà, les quelque 600 entreprises (françaises) existant dans le pays. La majorité des Malgaches ont toujours vécu sans voir leur quotidien s'améliorer en 50 ans d'indépendance retrouvée. Les milliards de milliards déversés depuis 35 ans par les « gentils méchants » bailleurs de fonds n'ont jamais eu d'impacts directs sur l'avenir même de leurs descendants actuels qui héritent du remboursement et du taux d'intérêts de cet argent « octroyé ».

Il n'existe aucune philanthropie en matière de finances.

Tout repose, à présent, sur l'éveil d'une conscience patriotique. La Chine, durant près de 30 ans, était coupée du reste du monde. Actuellement, elle fait trembler le monde entier dans tous les domaines. C'est pour tenter que les freiner que les Etats-Unis ont créé l'AGOA en l'an 2000. Mais les Chinois sont, à présent, plus d'un milliard, dotés d'une discipline et d'un patriotisme à toute épreuve. Et leur régime demeure toujours le communisme. C'est cela qui manque aux 20 millions de Malgaches de Madagascar dont une infime minorité agit toujours comme des esclaves trop longtemps asservis et qui ne savent plus quoi faire de leur liberté. Le moment est donc venu pour les jeunes Malgaches de ne plus refaire les mêmes erreurs que leurs parents. En 1991, ces derniers ont jeté dehors l'Amiral Ratsiraka, avec, pour leader, Zafy Albert élu président en 1993, contre Ratsiraka. Déjà cela signifie que cette troisième transition malgache aura duré deux ans, avec une Haute Autorité de l'Etat (HAE), à partir de la convention du Panorama du 30 octobre 1991. Mais, en 1995, ces mêmes parents ont réélu le même Ratsiraka qu'ils avaient vomi, quatre ans plus tôt, face à un président Zafy bêtement empêché par

l'Assemblée nationale. A présent, pourquoi ce GIC brandit sans cesse des sanctions qu'il n'ose même pas appliquer immédiatement ?



Marc Ravalomanana, l'homme qui a démissionné le 17 mars 2009 et qui veut toujours faire jouer la corde du sentimentalisme. Avec les Africains, ça prend un temps mais jamais trop longtemps

D'un côté, il ressent que ce qui s'est passé à Madagascar n'a jamais été un coup d'état militaire. Cela, en comparaison avec ce qui vient de se produire au Niger. Mais, comme une telle entité jamais ne reconnaîtra ses erreurs, elle table sur cette mentalité d'éternel assisté et sur la pratique du «*diviser pour mieux régner*», afin d'avoir des excuses pour réagir dans une lutte populaire qui ne sera jamais la sienne. Les diaboliques meneurs de la FJKM, (Eglise protestante réformée complètement corrompue par certains pasteurs) financés par son encore vice-président Marc Ravalomanana, veulent prendre une infime de Malgaches par les sentiments et prient pour que des sanctions tombent sur leur propre pays. Marc Ravalomanana en est même arrivé à envoyé une

letter », «*Open*
le

18 février, aux

«*Dear members of the Peace and Security Council of the African Union*».

Il s'implique vraiment à fond et à fonds... En résumé, il demande que des sanctions soient impliquées non pas à la «*populace*» (joli terme d'avilissement) mais aux dirigeants du «*pouvoir illégal d'Antananarivo*»

: «*(...)*

I impress upon you that any measures must be designed to bring pressure to bear upon the illegal regime in Antananarivo and not to worsen the plight of the general populace (...)

».

Le mot

«*population*»

s'écrit aussi

«*populace*»

en anglais. Mais Ravalomanana ignore ce que *populace* veut dire en français... Il a écrit

cette lettre ouverte en tant que

« *Former President of Madagascar* »

mais il l'a signée en tant que

« *Chef de file de la mouvance Ravalomanana* ».

il faudrait savoir. En tout cas, le GIC donne (encore)

« *quelques semaines à Andry Rajoelina, etc.* »

. Exactement jusqu'au 16 mars 2010. Soit, un an, jour pour jour, après la démission de Marc Ravalomanana qui sait, maintenant, ce qu'est un vrai coup d'état militaire.



A 44 ans et demi, le commandant Djibo Salou (photo ci-dessus), natif de Namaro, à l'ouest du Niger, dirige Né le 15 avril 1965 à l'ouest de Niamey, le Commandant Salou Djibo est ancien élève de l'Ecole militaire de Bouaké (Côte d'Ivoire). Il a dirigé plusieurs garnisons à l'intérieur du Niger, a travaillé avec l'Onu, avant de commander, depuis 2005, de la Compagnie d'appui, cette unité blindée qui a mené l'assaut contre le palais présidentiel, le 18 février 2010. Actuellement, c'est lui qui dirige donc le Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), après que la junte militaire ait déposé jeudi le Président Mamadou Tandja

Pourquoi attendre encore ? Sanctionnez immédiatement. Mais rappelez-vous que cela ne sera jamais à sens unique. A partir d'une crise « *politique* », tout l'appareil économique de Madagascar sera bloqué. Mais qui fait vraiment tourner cet appareil, jusqu'à présent ? En cette période de transition, commencez à rappeler vos ambassadeurs. Là, on aura vraiment peur ici. Mais, dans l'espace et dans le temps,

vous reviendrez car c'est Madagascar qui possède les matières premières qui font survivre le capitalisme de l'hémisphère nord. A présent, la balle est vraiment dans le camp des jeunes Malgaches actuels, qui seront parents d'ici quelques années. En cette année 2010, ils ont leur avenir entre leurs mains. En sont-ils conscients ? Commettront-ils les mêmes erreurs que leurs parents ? Là est la question. Mais à trop menacer, on se menace soi-même. Appliquez les sanctions et on verra. Mais sachez que, comme le chante Barbara :

« *que tout le temps perdu ne se rattrape guère, que tout le temps perdu ne se rattrape plus* ».

En tout cas, d'ici là, nous aurons le temps de rétablir la vérité historique à propos de ce « coup d'état » inventé de toutes pièces par les pro-Ravalomanana qui auront, dès lors, étaient grassement payés pour rien

«*Alaivo lereitsy fa vola adala tompo a* ».

Enfin, sachez que, depuis décembre 2008, hormis les « aides humanitaires », Madagascar n'a plus reçu de sous des bailleurs de fonds traditionnels. La « populace » de Ravalomanana n'en est pas morte pour autant. Et puis çà leur a évité d'augmenter les dettes à payer.

Jeannot RAMAMBAZAFY – 20 février 2010